



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 21 décembre 2023

Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DES 4 ETALONS

100 Les Quatre Étalons
ST ANDRÉ DE LA MARCHE
49450 Sèvremoine

Références : 2023-277_INSP_RAP_SB_CARRIERE DES 4 ETALONS

Code AIOT : 0006301372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement CARRIÈRE DES 4 ÉTALONS implanté Les 4 Étalons ST ANDRÉ DE LA MARCHE 49450 Sèvremoine. L'inspection a été annoncée le 01/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12 septembre 2023, la DREAL a reçu un courrier d'un riverain situé au Sud de la carrière faisant état d'une évolution de l'intensité des explosions et de signes apparents de dégradation de ses bâtiments. Ce riverain indique mandater une société spécialisée afin de suivre l'évolution de fissures.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRE DES 4 ÉTALONS
- Les 4 Étalons ST ANDRÉ DE LA MARCHE 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006301372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière et d'installations de traitement des matériaux dont le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension ont été autorisés en 2017 pour une durée de 30 ans.

La carrière exploite des roches massives (gabbro et granno diorite) par abattage à l'explosif. L'emprise du site est d'environ 57 ha pour une production maximale d'un million de tonnes par an

de granulats.

Les thèmes principaux de visite retenus sont les suivants :

- les tirs de mines ;
- les aménagements paysagers ;
- le comité local de suivi.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 3.6.2.4	
3	Voie de contournement	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.8	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.2.1	Sans objet
5	Clôture	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.5	Sans objet
7	Information du public	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article Chapitre 5.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.6.2.3	Sans objet
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article Chapitre 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats des suivis des effets des tirs de mines montrent le respect de la réglementation. L'exploitant a proposé au riverain (plaignant) de faire des mesures chez lui mais n'a pas eu de réponse de sa part.

L'aménagement paysager périphérique au Sud de l'extension Est est en cours de réalisation. Quelques ajustements semblent avoir été faits au niveau des aménagements paysagers périphériques de la voie de contournement créée (hors site, en concertation avec les gestionnaires des voies) en 2022 à l'Est de la carrière. L'arasement prescrit de la verse historique (à l'Ouest du site) n'a pas été fait, en raison de la biodiversité présente selon l'exploitant.

L'exploitant doit porter à la connaissance les évolutions par rapport aux dispositions prescrites avec les éléments justificatifs d'appréciation.

L'exploitant doit organiser dès que possible une réunion du comité local de suivi qui ne s'est pas réuni depuis 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.6.2.3
Thème(s) : Autre, Surveillance des vibrations et de la pression acoustique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque tir d'abattage donne lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement, pendant toute la durée du tir et au moins 5 secondes après la dernière explosion, de la vitesse particulière en fonction du temps de 1 mm/s à 50 mm/s dans une gamme de fréquences s'étendant de 2 à 100 hertz ainsi que la mesure de la pression acoustique de crête en dB.</p> <p>Des mesures sont systématiquement effectuées à chaque tir au niveau d'un point de mesures adapté (plot béton encre d'au moins 60 cm dans le sol naturel ou équivalent) représentatif ou sur le seuil de porte d'habitation, choisi en fonction de la localisation du tir parmi les emplacements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Quatre Étalons ; • La Richardière ; • La Gouberte ; • Le Coureau. <p>Un plan localisant les points de mesures utilisés est annexé au présent arrêté.</p>

En cas de dépassement des valeurs (vitesse particulière) prescrites, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour la traiter sur les tirs suivants.

Constats :

A la date de l'inspection, en 2023, 32 tirs de mines ont été faits. L'ensemble des tirs est fait à l'aide d'une UMFE (unité mobile de fabrication d'explosifs) de la société EPC France.

Chaque tir d'abattage donne lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique au niveau d'un emplacement.

L'appareillage utilisé permet la détection, la mesure et l'enregistrement dans les conditions prévues par l'AP (un examen par sondages sur plusieurs tirs l'a confirmé). L'exploitant dispose des certificats de calibration de l'appareil de mesure utilisé (micro et sismographe).

Des mesures sont systématiquement effectuées à chaque tir au niveau d'un point de mesures adapté. En 2023, la quasi-totalité des mesures a été faite au niveau de la Gouberte ce qui correspond à l'emplacement le plus proche des tirs.

Aucun dépassement de vitesse particulière pondérée n'a été enregistré en 2023. La valeur limite de 10 mm/s est respectée, seuls 5 tirs présentent des valeurs supérieures à 2 mm/s dont 2 au-dessus de 3 mm/s (max de 3,49 mm/s).

En outre, l'examen des résultats montre que la pression acoustique mesurée à la Gouberte lors des tirs de 2023 est toujours inférieure à 120 dB(L) et est donc sous la valeur de 125 dB citée par la circulaire n°96-52 du 02 juillet 1996 comme pouvant être imposée afin d'éviter la gêne due aux tirs des mines.

Concernant les effets des tirs et le signalement reçu par la DREAL, l'exploitant a présenté un courrier du 22 septembre 2023 qu'il a adressé au « plaignant ». Ce courrier propose notamment au plaignant de faire des mesures chez lui, à l'endroit qui lui semblerait le plus pertinent, lors des prochains tirs. L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu de réponse en retour.

Observations :

L'inspection des installations classées rappelle que selon les tirs effectués en 2023, le point de mesure utilisé à La Gouberte, est à peu près à une distance du même ordre des tirs que les bâtiments du plaignant. Ces derniers sont toutefois à environ 540 m plus à l'Ouest.

L'inspection des installations classées rappelle au plaignant, par courrier la proposition que lui a fait l'exploitant. Des mesures chez le plaignant permettraient d'avoir une meilleure appréciation de la situation in-situ.

Dans cette hypothèse et sous-réserve d'accord du plaignant, des mesures sur une série d'au moins 10 tirs de mines, devront être faites chez le plaignant, par l'exploitant, en complément des mesures à l'emplacement habituel de la Gouberte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.6.2.4

Thème(s) : Autre, Enregistrements

Prescription contrôlée :

Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes :

- identification de la carrière ;
- date du tir ;
- plan du gisement avec position du front exploité ;
- description détaillée du tir ;
- nombre de trous ;
- masse totale d'explosifs ;
- charge unitaire ;
- nature des explosifs ;
- mode d'amorçage ;
- durée du tir ;
- plan du tir en coupe et vue de dessus ;
- résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;
- résultats des mesures de vibrations ;

- identification de l'appareil de mesures ;
- localisation de la mesure ;

• enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).

Cette fiche est conservée dans un registre spécial archivé pendant au moins 5 ans par le responsable technique de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Pour chaque tir, l'exploitant dispose indications suivantes :

- identification de la carrière ;
- date du tir ;
- plan du gisement avec position du front exploité ;
- description détaillée du tir :
- nombre de trous ;
- masse totale d'explosifs ;
- charge unitaire ;
- nature des explosifs ;
- mode d'amorçage ;
- durée du tir ;
- plan du tir en coupe et vue de dessus ;
- résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;
- résultats des mesures de vibrations ;
- identification de l'appareil de mesures ;
- localisation de la mesure ;
- enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).

La durée d'archivage, de 5 ans au moins, n'a pas été vérifiée lors de l'inspection.

L'examen des documents montre néanmoins quelques anomalies (incohérences et/ou imprécisions) selon les tirs. Par exemple sur le calcul de la charge unitaire qui n'est pas toujours le même selon les tirs, la numérotation des trous qui n'est pas précisée, le nombre de profils par rapport au plan de tir, l'annotation de la vérification de la foration, la durée du tir qui est a priori de 400 ms par défaut même si le plan d'amorçage du tir diffère. Il a été rappelé que la charge unitaire correspond à la quantité d'explosifs mis en œuvre simultanément par trou. Il a été constaté quelques écarts entre les indications figurant dans les fiches récapitulatives et le tableur récapitulatif. Par exemple pour le tir n°4 la fiche prend en compte le booster (1 kg de EPC booster par trou) alors que le tableur ne le prend pas en compte, d'où un écart d'1 kg /trou sur la charge unitaire. Toujours sur le tir n°4, le plan de tir ne précise pas la localisation des profils faits (où est le trou 1, 2, etc.) ni la raison pour laquelle seulement 10 trous sur les 11 de la première ligne ont fait l'objet d'un contrôle de foration (un contrôle impossible à la sonde diadème pour des raisons de sécurité du personnel selon les indications de l'exploitant).

La sonde diadème est partagée avec le site voisin de La Roche Atard. A l'endroit où elle est se situe, elle n'a pas pu être vue lors de l'inspection.

Observations :

Les suivis sont faits et les enregistrements sont disponibles, l'exploitant doit toutefois s'attacher à apporter certaines précisions utiles à leur appréciation (localisation des profils en particulier) et aussi à mettre en cohérence ses indications entre ses différents documents.

Bien que non prévu par l'AP, la distance entre l'emplacement du sismographe et le tir pourrait utilement être indiquée même si les informations disponibles permettent néanmoins de la connaître indirectement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Voie de contournement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.8

Thème(s) : Autre, Réalisation d'une voie contournement

Prescription contrôlée :

Durant la première phase quinquennale d'exploitation suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une voie de contournement à l'Est de la carrière et les aménagements qui s'y

rattachent.

Cette voie et son raccordement au réseau sont réalisés dans les conditions prévues dans la demande d'autorisation d'exploiter et en accord avec les gestionnaires (conseil départemental et municipalité de Sèvremoine) à l'emplacement prévu par les documents d'urbanisme de la commune. La voie assure, depuis un giratoire à créer au niveau de la RD158 et de la zone Actipole Atlantique, une liaison de la RD158 avec la voie allant du lieu-dit des Quatre Étalons à celui de la Cerclaire.

Tout le long du tracé de la voie, un trottoir assure la continuité des cheminements sécurisés pour le déplacement des piétons.

La réalisation de la voie prend en compte les dispositions en terme de paysages et de biodiversité prévues aux articles 2.2.1 et 2.2.2 du présent arrêté.

Constats :

Comme constaté en 2022, l'exploitant a réalisé la voie de contournement à l'Est de la carrière et les aménagements qui s'y rattachent. Compte tenu d'évolutions locales (abandon de l'extension de la ZA), cette voie et son raccordement au réseau ne sont pas strictement réalisés dans les conditions prévues dans la demande d'autorisation d'exploiter. L'aménagement est néanmoins fait en accord avec les gestionnaires. Il n'y a notamment pas de giratoire au niveau de la liaison avec la RD158 ni de trottoir. Des aménagements paysagers sont faits.

Observations :

Il conviendrait que l'exploitant porte à la connaissance du préfet les évolutions apportées en accord avec les gestionnaires (justification d'accord à fournir), par rapport à l'AP, afin, le cas échéant de l'actualiser.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.2.1

Thème(s) : Autre, Dispositions générales-Intégration dans le paysage

Prescription contrôlée :

[.../...]

Les aménagements paysagers déjà réalisés, sont conservés et entretenus lorsque l'extension le permet et complétés par les dispositions prévues par la demande d'autorisation d'exploiter, notamment conformément au document « projet d'intégration paysagère de la carrière des Quatre Étalons et de son extension » annexé au présent arrêté. L'ensemble des merlons paysagers est réalisé et végétalisé durant la première phase quinquennale d'exploitation, conformément à la demande d'autorisation d'exploiter, en terme de pente, de végétalisation et de positionnement.

- Au Sud et à l'Ouest (de l'extension Sud), un merlon, d'au moins 6 m de hauteur, est créé et longe la future piste d'accès à la plateforme des installations de la carrière. Ce merlon est positionné dans la continuité du merlon existant (au Sud-Ouest) qui marque la limite de la carrière. Il se prolonge vers l'Ouest selon les profils décrits dans le dossier de demande d'autorisation par les coupes C-C', D-D' et E-E' annexées au présent arrêté. Ce merlon est créé dans l'année suivant la notification du présent arrêté.

- Au Sud (de l'extension Est), un merlon se prolongeant, à l'Est jusqu'à l'emplacement de la voie à créer prévue à l'article 2.1.8 du présent arrêté est mis en place selon les profils décrits par la coupe F-F' annexée au présent arrêté.

- En limite Nord-Est (de l'extension Est), le réseau de haies existantes est renforcé pour assurer un écran visuel efficace. La clôture prévue à l'article 2.3.1 est positionnée sur la partie interne (à l'Ouest) de la haie créée.

- En limite Nord (de l'extension Est), le réseau de haies est densifié et doublé par une bande boisée, au Sud de la voie allant des Quatre Étalons à la Cerclaire.

- De part et d'autre de la voie à créer prévue à l'article 2.1.8 du présent arrêté, des haies sont créées ou densifiées lorsqu'elles existent comme décrit sur la coupe G-G' annexée au présent arrêté.

- Une haie bocagère est créée, côté Val de Moine, le long du sentier de randonnées prévu à l'article 2.1.9 du présent arrêté, dans sa partie située à l'Ouest de l'entrée de la carrière. Les autres haies bordant le cheminement du sentier sont renforcées.

Les différentes plantations, sont réalisées avec des espèces locales dès la première période favorable suivant la notification du présent arrêté ou, lorsque cela est nécessaire, l'aménagement de l'emplacement où elles sont prévues.

Durant la première période quinquennale suivant la notification du présent arrêté, la couleur de différents bâtiments est modifiée de façon à assurer une perception plus discrète de leur silhouette (variant du marron foncé au gris foncé selon l'étude paysagère de la demande d'autorisation d'exploiter).

Durant la phase quinquennale de démarrage du remblaiement prévu à l'article 2.5.2, la partie sommitale, au-dessus de la cote +75 mNGF, du stockage de stériles existant à l'Ouest du site est supprimée. Ces stériles retirés sont utilisés en remblaiement de l'excavation ou à des fins de remise en état de la plateforme où sont situés les stocks et installations de traitement des matériaux. Après rabotage du stockage de stérile, ce dernier fait l'objet d'une recolonisation naturelle assurant la continuité paysagère.

La hauteur des stocks de matériaux n'excède pas + 75 mNGF.

Constats :

Les aménagements déjà faits sont réalisés avec le soin nécessaire à leur bonne intégration dans l'environnement.

Vu la création de la voie de contournement Est, l'ancienne route des 4 Étalons est désormais fermée et intégrée au périmètre d'exploitation. Avec l'avancement de l'exploitation, l'aménagement morphologique (hors végétalisation) Sud de l'extension Est a été récemment fait sur environ 300 m vers l'Est depuis la voie d'accès à la carrière compte tenu du volume de matériaux de découverte disponible.

L'exploitant a indiqué que l'aménagement complet (sur plus de 800 m) vers l'Est ne devrait pas intervenir avant la fin de l'année 2025.

L'emplacement du sentier de randonnée est fait ainsi que le merlon de sécurité le séparant du secteur d'extraction. Des clôtures mobiles sont disposées le long du chantier sur sa partie externe. La clôture définitive et les plantations ne sont pas encore faites. L'exploitant a présenté un devis du 17 octobre 2023 signé relatif à la réalisation des différentes plantations.

Lors du passage à proximité des installations de traitement et les installations connexes, il n'a pas été observé de défaut « paysager » ou de « propreté » particulier.

Comme déjà indiqué précédemment, au terme de la première phase quinquennale, il a été constaté que l'ensemble des merlons paysagers n'est pas encore réalisé et végétalisé. C'est en particulier le cas en limite Sud et Est du secteur d'extension de l'excavation. L'avancement de la création des merlons progresse à l'avancement de l'exploitation et au fil de la découverte du gisement.

Au Sud et à l'Ouest (de l'extension Sud), le merlon est créé et longe la piste d'accès à la plateforme des installations de la carrière.

Au Sud (de l'extension Est), le merlon n'est créé que sur environ 300 m et ne va pas encore jusqu'à la voie de contournement créée. Le profil correspond à la coupe F-F' de l'arrêté bien que la végétalisation et la clôture définitive restent à faire.

Vu l'extension géographique du site et les conditions climatiques, il n'a pas été possible de se rendre en limite Nord-Est (de l'extension Est de l'extraction) du périmètre de la carrière.

En limite Nord (de l'extension Est), au Sud de la voie allant des Quatre Étalons à la Cerclaie, un merlon (talus) sur lequel des plantations ont été faites est présent. Il n'a pas clairement été identifié qu'une densification (renforcement) du réseau de haies ou un doublage par une bande boisée a été fait. Par ailleurs les plantations observées sont très peu développées.

De part et d'autre de la voie de contournement créée, des aménagements et plantations ont été faits en accord avec les gestionnaires, sur certaines portions ils ne correspondent pas strictement au profil G-G' annexé à l'arrêté.

Le secteur du côté Val de Moine n'a pas été parcouru lors de l'inspection.

La couleur des bâtiments a été modifiée de façon à assurer une perception plus discrète.

Le remblaiement prévu a débuté, la partie sommitale du stockage de stériles existant (historique) à l'Ouest du site n'est pas supprimée. L'exploitant a indiqué qu'il ne souhaite pas araser ce stock et que selon lui, il fait désormais partie du paysage et comporte une certaine biodiversité.

La hauteur des stocks de matériaux n'a pas été examinée lors de l'inspection.

Observations :

Rappelons que l'aménagement de l'accès au site a fait l'objet d'un porter à connaissance du préfet le 14 décembre 2020 relatif au repositionnement, sur environ 90 m, de la voie d'accès au Nord (au lieu d'être au Sud) de l'ancienne habitation de la Bonne Chousière qui a été convertie en locaux administratifs et laboratoire. L'accès est donc dans l'alignement de la piste principale menant à la plateforme des stocks, où le pont bascule a été repositionné. Ce repositionnement permet d'améliorer la continuité du chemin de randonnée, de conserver les chênes qui bordent ce passage

et de préserver l'alimentation en écoulement des parcelles concernées par la mise en place des mares compensatoires.

Concernant l'aménagement de la voie de contournement et ses abords, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet et justifier les évolutions intervenues au regard des dispositions prescrites. Le cas échéant, l'exploitant doit prendre les dispositions utiles pour mettre en œuvre les prescriptions.

Concernant l'aménagement Sud et Est de l'extension Est, la chronologie de réalisation est en retard par rapport aux prescriptions. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet le phasage prévisionnel qu'il entend mettre en œuvre ainsi que, le cas échéant, les dispositions transitoires qu'il met en œuvre.

En limite Nord (de l'extension Est), au Sud de la voie allant des Quatre Étalons à la Cerclaie, dans la mesure où les plantations faites sur le merlon sont très peu développées, l'exploitant doit justifier de leur bonne réalisation ainsi que de la densification du réseau de haies et du doublage par une bande boisée qui n'ont pu être clairement observées.

L'exploitant précisera les aménagements et plantations faites et les localisera sur un plan.

Concernant, la partie sommitale du stockage de stériles existant (historique) à l'Ouest du site, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les éléments justifiant que son arasement n'est pas souhaitable. Le cas échéant, il doit l'effectuer.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 2.1.5

Thème(s) : Autre, Clôture

Prescription contrôlée :

Une clôture grillagée d'au moins 2 m de haut est mise en place sur l'ensemble du périmètre des zones en exploitation et contenant des aménagements liés à l'exploitation. Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation.

[.../...]

Constats :

Vu l'emprise d'extension (près de 20 ha à l'Est) et la progressivité de l'avancement de l'exploitation sur 30 ans, une partie de l'emprise Est non exploitée conserve un usage agricole.

La périphérie Nord et Est de l'extension en cours d'exploitation par le carrier n'a pas pu être parcourue lors de l'inspection.

La présence d'une clôture grillagée d'au moins 2 m de haut a été observée en limite Sud de l'extension.

Il a été rappelé à l'exploitant que durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation doit être contrôlé et que l'accès de toute zone dangereuse doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Observations :

Au niveau des limites Nord et Est de l'extension Est, l'exploitant doit exposer les dispositions mises en œuvre pour interdire l'accès de toute zone dangereuse (clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs seront de plus localisés sur un plan. Enfin, dans la mesure où une partie de l'emprise demeure agricole, il est rappelé à l'exploitant que l'autorisation d'exploiter interdit de laisser à des tiers l'utilisation même partielle du site avant le terme de l'exploitation sans l'existence d'une convention, co-signée, précisant les conditions de sécurité à respecter et la nécessité de satisfaire aux dispositions de l'arrêté (cf. article 2.3.1). L'exploitant doit justifier que des conventions sont co-signées avec les agriculteurs qui interviennent dans l'emprise de l'autorisation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article Chapitre 3.1

Thème(s) : Autre, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

[.../...]

L'exploitant réalise un diagnostic environnemental du sous-sol (sondages ciblés, prélèvements et

analyses) avant le déplacement de l'atelier prévu à l'article 1.2.4.4 du présent arrêté, afin de permettre de conclure sur l'état réel de la pollution des sols et, le cas échéant, de prendre les dispositions adaptées.

Constats :

La présence de matériaux pollués aux hydrocarbures stockés à l'aplomb de la plateforme constituée par les apports de remblais a été constatée. Ces matériaux sont positionnés sur géomembranes et abrités des apports météoriques. L'exploitant a indiqué que conformément aux dispositions prescrites il a fait réaliser par un bureau d'étude (Antéa) un diagnostic du sous-sol avant le déplacement de son atelier. Ce dernier ayant mis en évidence une pollution, conformément aux préconisations du bureau d'étude les matériaux pollués ont été excavés afin d'être traités. Selon l'exploitant, dans l'attente d'une décision sur leur devenir (traitement sur site ou externe), ils sont entreposés dans des conditions vues avec le bureau d'étude.

Observations :

Il est rappelé à l'exploitant bien que cela soit déjà fait, que dans l'attente de leur élimination, les déchets et résidus sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) conformément à l'article 3.4.1 de son autorisation. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la décision qui sera prise concernant le devenir de ces déchets et d'exposer les modalités de mises en œuvre ainsi que les préconisations formulées par le bureau d'études (Antéa), notamment en matière d'entreposage sur le site. Les délais et durées prévisionnels d'évacuation, d'entreposage et/ou de traitement devront être précisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article Chapitre 5.1

Thème(s) : Autre, Information du public – Comité local de suivi

Prescription contrôlée :

L'exploitant crée un comité local de suivi et organise au moins une fois par an, une réunion à laquelle sont conviés au moins des représentants de la municipalité, des riverains, des industriels et associations de défense de Sèvremoine, pour notamment leur communiquer des informations relatives à l'exploitation de la carrière et aux résultats du suivi environnemental du site. L'inspection des installations classées est informée de la tenue de cette réunion et peut y participer.

L'exploitant établit un compte rendu de chaque réunion, qui est transmis aux membres du comité ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Suivant les circonstances ou à la demande du maire de la commune concernée, des réunions supplémentaires peuvent être organisées.

La première réunion du comité local de suivi est organisée pendant l'année suivant la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a créé un comité local de suivi et a organisé des réunions par le passé. Toutefois, il n'y a pas eu de réunion depuis 2021. L'exploitant a précisé que l'invitation qu'il a adressée (présentée lors de l'inspection) à l'association des riverains est restée sans réponse et qu'en conséquence il n'a pas programmée de réunion en 2022.

Observations :

Même en l'absence de réponse de l'association des riverains, l'exploitant doit organiser au moins une fois par an, une réunion à laquelle sont conviés au moins des représentants de la municipalité, des riverains, des industriels et associations de défense de Sèvremoine, pour notamment leur communiquer des informations relatives à l'exploitation de la carrière et aux résultats du suivi environnemental du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites